

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



CHU (site principal)

rue Roger Aubry
51100 Reims

Références : D3i n° 2023-464
Code AIOT : 0005701486

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2023 dans l'établissement CHU (pôle logistique) implanté rue Roger Aubry 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 03/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale de la DREAL Grand Est "Incompatibilité chimique".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHU (pôle logistique)
- rue Roger Aubry 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701486
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La blanchisserie du centre hospitalier universitaire de Reims est autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017-APC-13-IC du 02/03/2017. Le site est autorisé à laver 14 tonnes par jour de textiles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incompatibilité chimique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Identification et localisation des risques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25.II alinéas 1 et 2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Gestion des incompatibilités	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25.II alinéa 4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 8	/	Sans objet
3	Consignes	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 22	/	Sans objet
4	État des matières stockées – connaissance des produits	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 11 et 12	/	Sans objet
5	Mise en œuvre des préconisations des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet
6	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25.I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, il a été constaté des écarts mineurs. L'exploitant a répondu à une grande partie d'entre eux par courrier électronique en date du 23/06/2023. Il reste 3 écarts à solder. L'inspection propose que l'exploitant lui fournisse les éléments d'appréciation de la mise en œuvre de son plan d'action sous un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation et accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients que son exploitation induit et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats : Les produits lessiviels sont livrés sous forme d'IBC de 1000 litres ou en palettes de bidons. Toutes les livraisons sont réalisées au niveau du quai de réception du lundi au vendredi, entre 8h et 15h. Le déchargement des camions de livraison est réalisé soit par le personnel de l'établissement soit par la société de transport. Le réapprovisionnement en produits lessiviels est assuré par le prestataire dans le cadre du suivi des commandes. C'est lui qui génère les ordres d'expédition et de livraison. Le jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de certifier que les chauffeurs-livreurs de la société de transport sont formés à la manipulation de produits chimiques. Il est également constaté un manque de connaissances sur les risques chimiques par le personnel de la blanchisserie en charge du déplacement des produits lessiviels. Par courriel en date du 23/06/2023, l'exploitant a déclaré à l'inspection avoir vérifié l'aptitude des chauffeurs-livreurs, et avoir prévu deux formations au mois de juin 2023 pour le personnel de la blanchisserie en charge de la manipulation des produits. Ce constat n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Identification et localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Identification et localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un plan à l'inspection. Celui-ci est partiel et ne permet pas d'identifier les zones à risque dont les zones ATEX. Sur le site, il apparaît que le local technique où sont stockés et mis en œuvre les produits lessiviels n'est pas identifié comme une zone à risque. Son accès n'y est mentionné comme restreint. Par courriel en date du 23/06/2023, l'exploitant a déclaré à l'inspection avoir identifié les zones à risque par la mise en place de panneaux "risques chimiques" et "interdiction à toute personne non habilitée" et avoir mis en place une poignée à code sur la porte de la centrale lessivienne. La mise à jour des plans comportant les zones à risque est en cours. Proposition de l'inspection: L'inspection propose que l'exploitant lui transmette sous un délai de 3 mois une copie des plans mis à jour comportant les zones à risque.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux concernés et/ou fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : (...) <ul style="list-style-type: none">- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 25 (= isolement des eaux susceptibles d'être polluées) ;- les modes opératoires ; (...)
Constats : Le jour de la visite, il est constaté la présence de fiches de données de sécurité simplifiée. L'emplacement pour chaque produit lessiviel est défini par un panneautage. L'exploitant a présenté une fiche réflexe incident. Celle-ci ne prend pas en compte les spécificités chimiques (pH notamment). Des exercices de simulation d'accident sont réalisés et enregistrés. Il est noté par l'inspection le manque de formalisme du compte-rendu. Par courriel en date du 23/06/2023, l'exploitant a déclaré avoir mis à jour ces documents internes (fiches réflexes, procédure de gestion d'un incendie, enregistrement des exercices). Ce constat n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : État des matières stockées – connaissance des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 11 et 12
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. (art 11) Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux. (art 12)
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant et son prestataire ont déclaré à l'inspection que le prestataire en produit lessiviel est en charge de la gestion des actuels et nouveaux produits. C'est lui qui organise l'installation de ceux-ci et s'assure de la compatibilité de ceux-ci entre eux. Il met à disposition de son client les fiches de données de sécurité via une plateforme. Sur site, il est référencé 9 produits différents. Sur site, il est constaté que les produits sont tous correctement identifiés et portent les mentions de risques. L'état des stocks est réalisé une fois par mois, ce qui ne permet d'avoir un état de stocks proche de la réalité en cas d'incident. Par courrier électronique en date du 23/06/2023, l'exploitant a déclaré avoir mis en place une fiche de traçabilité hebdomadaire des stocks de produits lessiviels contenus dans la centrale lessivielle. Ce constat n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mise en œuvre des préconisations des FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a consulté plusieurs fiches de données de sécurité. Sur site, il est constaté dans le local nommé "centrale lessivienne" qu'il existe un tableau de compatibilité chimique général. Celui-ci n'est pas personnalisé en fonction des produits lessiviels référencés. Un doute existe sur la ventilation du local, en particulier le fait que celle-ci soit asservie. Il est remarqué que les cannes de prélèvements sont identifiées par un code couleur. Cependant, l'inspection a constaté qu'il n'existe pas de stock pour ce consommable. Par courriel en date du 23/06/2023, l'exploitant a déclaré avoir mis en place un tableau de compatibilité chimique propre aux produits présents et avoir mis en place un stock de cannes de prélèvements. Il déclare également que la ventilation du local est vérifiée par la cellule génie climatique du centre hospitalier. Celle-ci est asservie. Ce constat n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25.I
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
Constats : Le jour de la visite, il est constaté, dans la centrale lessivienne, la présence de rétention au sol pour les produits en bidons et des rétentions mobiles pour les IBC. Celles-ci ont été dimensionnées en fonction du volume à stocker. Ce constat n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25.II alinéas 1 et 2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Constats : Le jour de la visite, il est constaté la présence de rétentions au sol en revêtement béton. Celles-ci ne semblent pas entretenues. La compatibilité du revêtement béton avec les produits stockés n'a pas été vérifiée.</p> <p>Par courriel en date du 23/06/2023, l'exploitant déclare à l'inspection avoir nettoyé les rétentions au sol et avoir missionné une entreprise afin d'appliquer un revêtement sur les parois des rétentions compatible avec les produits stockés.</p> <p>Proposition de l'inspection: L'inspection propose que l'exploitant lui transmette sous un délai de 3 mois tous les éléments permettant d'apprécier la mise en oeuvre d'un revêtement sur les parois des rétentions compatible avec les produits stockés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Gestion des incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25.II alinéa 4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Constats : Le jour de la visite, il a été constaté la présence de deux produits différents sur une même rétention. En salle, il a été vérifié la compatibilité de ceux-ci en fonction des données des fiches de données de sécurité. Les produits peuvent être stockés ensemble sur une même rétention.</p> <p>Les produits lessiviels sont stockés sur des palettes en bois. Il n'a pas été vérifié que ces dernières sont compatibles avec les produits stockés.</p> <p>Par courriel en date du 23/06/2023, l'exploitant indique avoir interrogé son prestataire. A ce jour, il n'a pas eu de retour.</p> <p>Proposition de l'inspection: L'inspection propose que l'exploitant lui transmette les éléments permettant d'attester de la compatibilité entre les palettes bois et les produits stockés sous un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois